



CCI FRANÇAISE
EN GEORGIE

AGRICULTURE EN GÉORGIE

PARTIE 1 : L'Élevage



Eliot Khubulov & Emilie Zerbib

SOMMAIRE

1. Introduction générale au secteur P. 2-4

A. Aperçu général et faiblesse de la production locale P. 2

B. Emploi et poids économique P. 2-3

C. Politiques publiques et financements P. 3-4

2. Analyse du marché actuel P. 4-6

A. Marché de la viande et dynamiques de l'élevage P.4-5

B. Autres produits animaliers P.5-6

3. Problématiques et défis du marché P.6-7

A. Fragmentation et limites structurelles de la production P.6-7

B. Contraintes du marché et de la valorisation P.7

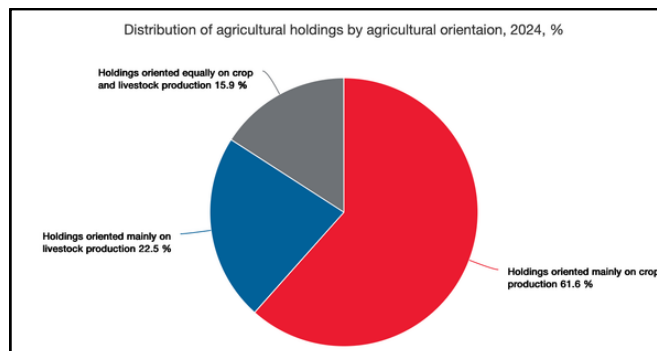
4. Bibliographie P.8

Introduction générale au secteur

1.1 Aperçu général et faiblesse de la production locale

La production de viande en Géorgie se caractérise par une forte hétérogénéité selon les filières et occupe une place ambivalente au sein de l'économie agricole nationale. En 2025, elle a totalisé 81,9 milliers de tonnes, en recul de 7,7 % par rapport à 2024. Cette évolution illustre à la fois la persistance d'un modèle traditionnel profondément ancré dans les campagnes et les difficultés structurelles qui freinent sa modernisation.

Tbilissi, qui concentre à elle seule plus du tiers de la population nationale, joue un rôle structurant dans l'orientation de la demande. La capitale tire fortement la consommation de produits à plus forte valeur ajoutée (viandes découpées, charcuterie, volaille conditionnée etc.) et redéfinit progressivement les équilibres entre les filières : elle favorise la volaille et les produits transformés au détriment de la viande bovine traditionnelle. Ainsi, la production de viande apparaît comme un espace de recomposition où se croisent dynamiques économiques (hausse de la demande urbaine), territoriales (opposition rural/urbain) et sociales (maintien d'un rôle d'amortisseur pour les ménages ruraux), participant à la transformation progressive des modes de production.



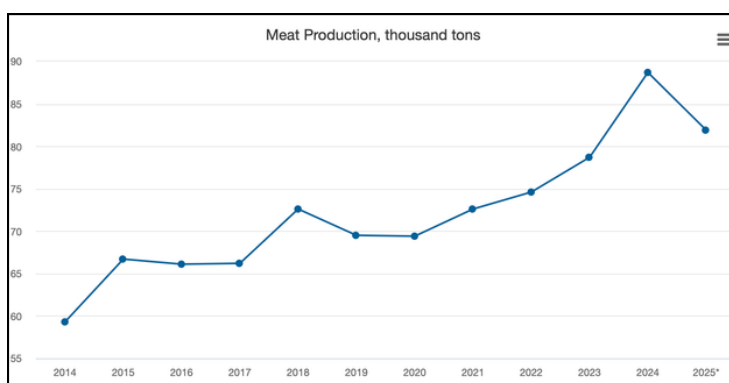
Répartition des exploitations agricoles selon leur orientation agricole et selon la finalité de la production agricole / source : Geostat

1.2 Emploi et poids économique

Le secteur de la viande en Géorgie s'inscrit dans un marché du travail agricole très particulier, caractérisé par un poids massif de la main-d'œuvre mais une faible productivité et des revenus bas, ce qui explique en partie les difficultés structurelles de production. En effet, l'agriculture au sens large (qui inclut, entre autres, l'élevage bovin, porcin et avicole) représente encore près de 40 % de l'emploi total dans le pays selon les données de la Banque mondiale pour 2023..

Cependant, cette forte mobilisation de main-d'œuvre ne se traduit pas par une production élevée, car il s'agit en grande majorité d'emplois peu productifs, souvent informels ou de subsistance, avec des exploitations familiales de petite taille et très peu mécanisées. Dans ce contexte, les activités liées à la viande, élevage de bovins, de porcs ou de volailles, mais aussi abattage et transformation reposent largement sur un travail rural dispersé, avec peu de spécialisation professionnelle et une faible intégration dans des chaînes industrielles modernes.

Sur le plan des revenus, les données précises spécifiques au seul secteur de la viande sont rares, ce qui reflète d'ailleurs son caractère fragmenté et informel, mais les estimations disponibles pour l'agriculture montrent des niveaux de rémunération nettement inférieurs à la moyenne nationale. De manière générale, les travailleurs agricoles en Géorgie figurent parmi les moins bien rémunérés du pays, en raison d'une productivité faible et d'une valeur ajoutée limitée du secteur. L'absence de grandes exploitations industrielles structurées, notamment dans les filières bovine et porcine, limite la création d'emplois qualifiés et mieux rémunérés. L'élevage avicole (poulet) constitue une exception relative, car il est un peu plus industrialisé, mais il reste insuffisant pour tirer l'ensemble du secteur vers le haut. Plus largement, la structure même de l'emploi dominée par des petits producteurs qui combinent agriculture et autoconsommation fait que beaucoup de travailleurs ne perçoivent pas un salaire formel mais des revenus irréguliers issus de la vente de surplus.



Production de viande en milliers de tonnes / source : Geostat

1.3 Politiques publiques et financements

Les politiques de financement et les aides gouvernementales dans le secteur agricole et donc indirectement dans la production de viande en Géorgie reposent sur un ensemble de dispositifs relativement diversifiés, mais dont l'efficacité reste contrastée en raison de leur fragmentation et de leur ciblage imparfait. Depuis les années 2010, l'État géorgien a cherché à soutenir le secteur à travers une logique de cofinancement, de subventions ciblées et de facilitation de l'accès au crédit, plutôt que par des politiques massives de soutien direct comme dans l'Union européenne. L'un des instruments centraux est le programme de crédit agro-préférentiel, qui vise à réduire le coût du financement pour les agriculteurs en subventionnant les taux d'intérêt des prêts, parfois à hauteur de 9 %, afin d'encourager l'investissement productif, notamment pour les exploitations de taille moyenne et grande .

Parallèlement, des aides directes existent pour les petits exploitants, comme le système de subventions à l'hectare (environ 300 GEL par hectare pour les petites parcelles), distribué via des cartes agricoles permettant d'acheter des intrants (engrais, semences, etc.), ce qui illustre une volonté de soutenir la production de base et de limiter les effets de la hausse des coûts agricoles.

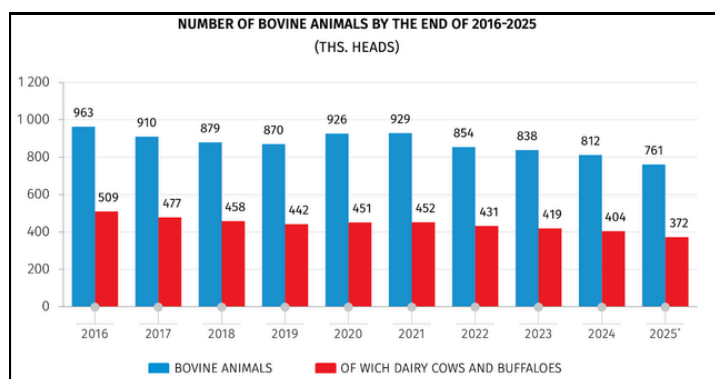
Un autre pilier des politiques publiques concerne la modernisation du secteur agricole, avec des programmes de cofinancement pour l'achat d'équipements. L'État a ainsi mobilisé plus de 120 millions de GEL pour soutenir l'acquisition de machines agricoles, souvent via des mécanismes de cofinancement pouvant atteindre 50 %, notamment pour les coopératives agricoles, afin de mutualiser les coûts entre petits producteurs. Cette logique est essentielle dans un contexte où la fragmentation des exploitations freine les investissements individuels. Dans le même esprit, des programmes portés par l'Agence de développement rural permettent de financer partiellement des infrastructures agricoles (irrigation, serres, équipements), parfois jusqu'à 50 % du coût total, avec des plafonds définis, ce qui vise à accroître la productivité et à structurer les filières. À cela s'ajoutent des dispositifs de formation et d'assistance technique, souvent en partenariat avec des organisations internationales, afin de diffuser des pratiques agricoles plus modernes.

Analyse du marché actuel

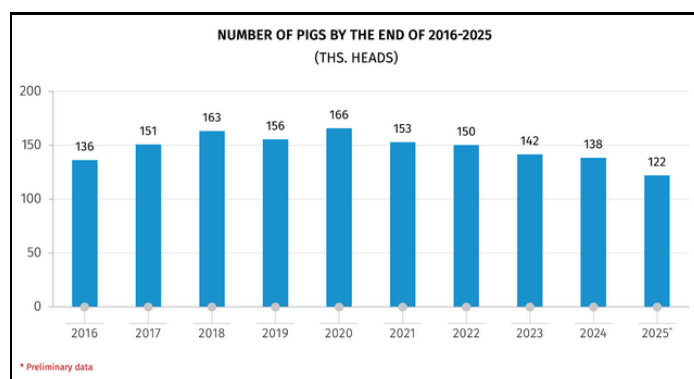
2.1 Marché de la viande et dynamiques de l'élevage

La production nationale de viande s'est élevée à 81,9 milliers de tonnes en 2025. Le porc représente environ 60 % des abattages en volume, le bovin environ 29 % et les ovins-caprins environ 9 %. La volaille, viande blanche, progresse grâce à l'intensification des élevages commerciaux. La contraction du cheptel bovin de 6,3 % et du cheptel porcin de 11,8 % s'explique par le vieillissement des éleveurs, la hausse des coûts des aliments du bétail et les sécheresses qui ont affecté les pâturages. La consommation par habitant reste modeste, autour de 55 à 60 kg par an, mais augmente dans les zones urbaines avec la croissance de la classe moyenne. La viande rouge, particulièrement le bœuf, est majoritairement importée, notamment massivement du Brésil sous forme congelée, puis plus marginalement d'Ukraine, de Turquie ou d'Arménie, tandis que le porc local conserve une certaine compétitivité sur le marché intérieur.

Les clients principaux sont le marché domestique, qui absorbe 80 à 85 % de la production. Les supermarchés modernes, les boucheries traditionnelles, les restaurants et les hôtels, en forte expansion grâce au tourisme, constituent la demande premium, surtout à Tbilissi et Batoumi. Les exportations restent très limitées à quelques milliers de têtes d'animaux vivants ou de viande vers l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie. La viande géorgienne bénéficie d'une image de qualité naturelle, mais manque encore de certifications internationales pour accéder aux marchés de l'Union européenne ou asiatiques. Les prix de la viande bovine et porcine ont augmenté en 2025 en raison de la baisse de l'offre locale, favorisant ainsi les importations bon marché.



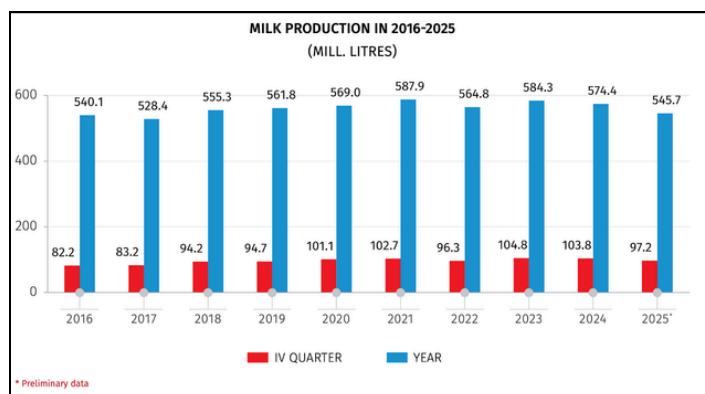
Nombre de bovins par milliers de têtes / source : Geostat



Nombre de porcs par milliers de têtes / source : Geostat

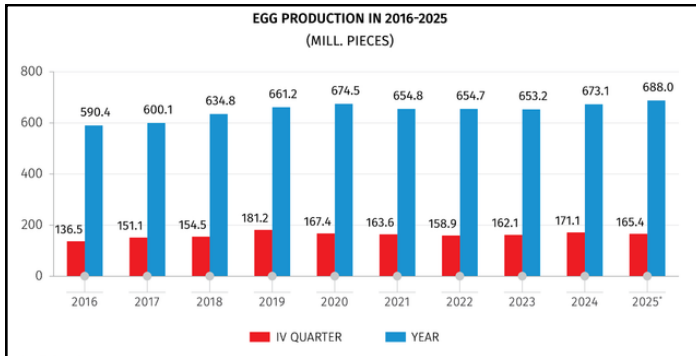
2.2 Autres produits animaliers

La production de lait a atteint 545,7 millions de litres en 2025, en recul de 5,0 %, avec un cheptel laitier qui continue de diminuer. La grande majorité du lait est transformée artisanalement en fromages traditionnels comme le sulguni, le matsoni ou l'imeruli par les ménages ruraux. Le marché industriel reste embryonnaire. Les importations de lait et de crème ont fortement augmenté de 36 % en valeur en 2025, principalement en provenance d'Azerbaïdjan et de Russie.



Production de lait en millions de litres / source : Geostat

Les produits laitiers transformés, yaourts et fromages industriels, gagnent progressivement des parts dans les supermarchés urbains. Les clients sont la consommation domestique et la transformation dans la confiserie et la restauration.



Production d'œufs en millions de litres / source : Geostat

Le segment des œufs est le plus dynamique du secteur animalier. La production a atteint 688 millions de pièces en 2025, en hausse de 2,2 %, tirée par les élevages commerciaux de volaille. La Géorgie est largement autosuffisante en œufs et en exporte de petites quantités vers les pays voisins. Les clients principaux sont le marché intérieur pour la consommation quotidienne, les boulangeries-pâtisseries et l'industrie alimentaire.

Enfin, le miel constitue une niche de qualité grâce à la riche biodiversité géorgienne, avec des variétés d'acacia, de châtaignier et de rhododendron produites essentiellement de manière artisanale par les petits exploitants. Selon les données disponibles, les exportations de miel ont connu une forte croissance entre 2020 et 2022 avant de se stabiliser autour de 250 000 à 750 000 USD par an ces dernières années. Elles progressent lentement vers l'Union européenne (Allemagne, Bulgarie etc.) et les États-Unis, portées par l'image « bio » et l'origine géographique protégée qui valorisent la naturalité et la traçabilité. Les autres produits mineurs issus de l'élevage, comme la laine, le cuir et les sous-produits (fumier, graisse), restent quant à eux très artisanaux, peu transformés et faiblement valorisés sur le marché, avec une commercialisation presque exclusivement locale.

Problématiques et défis du marché

3.1 Fragmentation et limites structurelles de la production

La production d'élevage reste extrêmement fragmentée, ce qui constitue le principal frein à son développement. Plus de 90 % des animaux (bovins, porcs, volaille) sont élevés par des milliers de petites exploitations familiales dispersées dans les zones rurales. Ces ménages possèdent généralement un cheptel très limité (souvent 1 à 5 bovins ou 10 à 20 porcs) et combinent l'élevage avec des cultures vivrières. Cette micro-structure empêche toute économie d'échelle : les coûts unitaires restent élevés, la mécanisation est quasi inexistante et la commercialisation se fait essentiellement de manière informelle sur les marchés locaux ou via des circuits directs. Résultat, la majorité des éleveurs restent dans une logique de subsistance plutôt que de production marchande.

Ce morcellement s'accompagne d'un très faible niveau d'investissements et de modernisation. Les exploitations familiales disposent rarement de capitaux suffisants pour renouveler les bâtiments, installer des systèmes d'alimentation automatique, améliorer la génétique ou adopter des pratiques modernes de stabulation. Les programmes publics de prêts concessionnels existent, mais leur impact reste limité car les petites structures peinent à fournir les garanties exigées par les banques.

La dégradation des infrastructures (abreuvoirs, clôtures, systèmes de traite) et le vieillissement du matériel agricole aggravent encore la situation. En 2025, le cheptel bovin a reculé de 6,3 % et le cheptel porcin de 11,8 %, en partie à cause de cette incapacité à moderniser les élevages face à la hausse des coûts des aliments du bétail et à la réduction des pâturages utilisables.

S'ajoutent des contraintes techniques et sanitaires persistantes. Le niveau de biosécurité reste faible dans la plupart des petites exploitations : absence de quarantaine systématique, vaccination incomplète, gestion insuffisante des effluents et des cadavres. Les maladies (fièvre aphteuse, peste porcine africaine, brucellose) circulent encore régulièrement, entraînant des pertes importantes et des abattages préventifs. Le manque de laboratoires de proximité et de vétérinaires qualifiés dans les zones rurales renforce cette vulnérabilité. Enfin, des pénuries récurrentes affectent la filière : pénurie de fourrages de qualité en période hivernale, manque de semences et d'aliments concentrés importés (dont les prix ont flambé), et surtout pénurie de main-d'œuvre jeune, car les nouvelles générations quittent massivement les campagnes. Ces pénuries structurelles ont directement contribué à la contraction de la production de viande (-7,7 %) et de lait (-5,0 %) en 2025.

3.2 Contraintes du marché et de la valorisation

Le marché de l'élevage subit également une pression importante liée à l'inflation globale et à la hausse générale des prix. En 2025, l'inflation alimentaire s'est maintenue à un niveau élevé, avec une augmentation marquée des coûts des intrants qui a dépassé les 15-20 % sur certains postes. Cette inflation a érodé les marges des producteurs, particulièrement les petits éleveurs qui n'ont pas la capacité de répercuter intégralement ces hausses sur leurs prix de vente. Parallèlement, les prix à la consommation ont continué de grimper : le kilo de viande bovine a augmenté de plus de 12 % en moyenne, rendant les produits locaux moins compétitifs face aux importations bon marché.

Cette hausse généralisée des prix crée un cercle vicieux : les consommateurs urbains, sensibles au pouvoir d'achat, se tournent davantage vers les viandes importées moins chères, tandis que les producteurs locaux voient leurs débouchés se réduire. Les supermarchés et les chaînes de distribution privilégient les volumes importés à marge plus stable, marginalisant encore un peu plus la production nationale. De plus, l'absence de mécanismes de régulation efficaces (stockage public, contrats d'approvisionnement pluriannuels) expose le marché à des fluctuations brutales : périodes de surproduction locale suivies de pénuries, avec des écarts de prix importants entre les saisons.

Enfin, le manque de structuration du marché (peu de coopératives performantes, traçabilité limitée, certification sanitaire insuffisante) empêche les producteurs géorgiens d'accéder aux segments premium ou à l'export. Malgré une image positive de « viande naturelle », le secteur peine à valoriser cette qualité à travers des labels ou des appellations d'origine, laissant le marché intérieur dominé par les importations et les circuits informels.

BIBLIOGRAPHIE

- PMO Business Consulting, Agri-food Sector Overview in Georgia, s.l., PMO Business Consulting, 2020. Disponible à l'adresse : <https://www.pmo-bc.com/storage/app/uploads/public/5eb/d6a/42d/5ebd6a42d85b0923700015.pdf>
- Geostat, Agriculture of Georgia – 2025 and IV Quarter of 2025, Tbilisi, 2026. Disponible à l'adresse : <https://www.geostat.ge/media/76802/Agriculture-of-Georgia--2025-and-IV-quarter-of-2025.pdf>
- BM.ge, « Meat prices expected to rise in Georgia – Agrokiziki explains the reasons », 2025. Disponible à l'adresse : <https://bm.ge/en/news/meat-prices-expected-to-rise-in-georgia-agrokiziki-explains-the-reasons>
- World Bank (via Trading Economics), « Employment in agriculture (% of total employment) – Georgia », Disponible à l'adresse: <https://tradingeconomics.com/georgia/employment-in-agriculture-percent-of-total-employment-wb-data.html>
- Ministry of Environmental Protection and Agriculture of Georgia, Otar Shamugia, « We are launching a program aimed at assisting smallholder farmers in purchasing goods needed for farming activities », communiqué officiel.
- Transparency International Georgia, Georgia's Agriculture Sector: Key Trends for 2012–2019, Tbilissi, février 2020. Disponible à l'adresse : https://www.transparency.ge/sites/default/files/georgias_agriculture_sector.pdf

Ouvrage :

- FASEP “meet the meat demand”, rapport final de la direction générale du trésor, Géorgie, 2017.